



De gauche à droite : G. Breerette, Anne Tronche, Michel Giroud, Patrick Le Nouène, Jean-Louis Pradel, Giovanni Joppolo, Jean-Luc Chalumeau.

le débat

Jean-Luc Chalumeau. Il me semble que la première question qu'il conviendrait d'évoquer serait celle de notre méthode de travail : comment avons-nous travaillé, quel a été notre rôle dans cette Biennale.

Jean-Louis Pradel. Depuis longtemps, la Biennale devait se réformer. Son délégué général, Georges Boudaille, avait notamment exprimé le vœu que l'AICA France soit associée au processus de sélection des jeunes artistes. Ainsi il m'a été demandé de réunir des critiques qui, par leur génération, soient relativement proches des artistes présentés à la Biennale tout en étant représentatifs de l'AICA. J'ai proposé à dix critiques de collaborer à la sélection et neuf ont pu effectivement travailler. Ils témoignent bien, me semble-t-il, de la critique d'art actuelle en France tant au niveau des choix esthétiques voire idéologiques, qu'à celui des divers supports par lesquels ils s'expriment (quotidiens, revues, édition, enseignement...). A cette commission de critiques devaient s'adjoindre d'autres commissions, réunissant des conservateurs, des professeurs des Ecoles des Beaux-Arts et même des marchands. Mais ces derniers ne se sont pas finalement réunis avec nous pour toutes sortes de raisons.

Anne Tronche. Précisons, qu'en fin de parcours, une fois notre sélection établie, nous avons rencontré une

commission de conservateurs et d'enseignants des Beaux-Arts. Nous avions travaillé durant de longs mois pour parvenir à un accord de sélection et l'idée de remettre en question nos choix, d'en redéfinir d'autres nous a paru inacceptable. Aussi, le dialogue avec cette commission a-t-il été difficile. D'autant, que nous ignorions au départ que notre collectif de travail devait fonctionner partiellement, avec un autre groupe.

Geneviève Breerette. J'ajoute qu'il est apparu en cours de route que d'autres commissions étaient constituées pour la vidéo, les performances, le cinéma, etc... Ce qui a fait que nous nous sommes retrouvés cantonnés en quelque sorte dans le secteur « traditionnel ».

Anne Tronche. Soyons honnêtes et reconnaissons tout de même que la commission des critiques avait le pouvoir de se faire représenter au sein de chacune des autres commissions : j'ai participé pour ma part à la sélection de la vidéo avec Bernard Lamarche-Vadel.

Jean-Louis Pradel. Disons, sans entrer dans trop de détails, que faute d'une vision claire de l'organisation générale de la sélection à la Biennale, notre commission a ressenti comme une privation progressive de responsabilité les annonces successives, par le Délégué Général, des multiples retou-

ches ou adjonctions au schéma dans lequel nous avions cru initialement nous insérer.

Patrick Le Nouène. Je pense que les responsables de la Biennale, conscients qu'il leur fallait réformer et innover, vu les critiques qu'avait subi la précédente Biennale, mais aussi pour l'adapter à la politique culturelle menée par l'Etat et par la Ville de Paris, ont recherché la plus large caution possible, d'où les appels aux critiques, aux conservateurs, aux professeurs des écoles d'art, etc... Nous ne pouvions que refuser ce cautionnement et cet amalgame qui nous étaient implicitement demandés, mais nous ne pouvions d'autre part, pour de nombreuses raisons, nous désintéresser de la Biennale. Nous n'avons ainsi accepté de jouer un rôle dans la « sélection », afin d'infléchir l'image qu'elle donnait de la production artistique en France, qu'en étant assurés d'en avoir la quasi-responsabilité, préalable sur lequel nous étions tous d'accord.

Anne Tronche. Encore une fois, il me paraît honnête de dire que si nous avions vraiment désiré collaborer aux autres instances de décision, cela aurait été possible. Ce qui est vrai, c'est qu'au terme du travail de sélection de 580 dossiers, au bout de plusieurs mois de discussions et de confrontations polémiques, nous avions atteint un seuil de saturation. Aucun de nous ne se sentait d'attaque pour aller